

NIC005436

LE 3
180
1881

SÉMINAIRE DE NICOLET

No 152.

REQUETE

De l'Archevêque et des Evêques de la province de Québec recommandant
l'adoption du bill de l' " Université-Laval," concernant la multipli-
cation de ses chaires d'enseignement dans la province de Québec, de
Sa Grâce l'Archevêque de Québec et des autres Evêques catholiques
romains de la province de Québec.

Mercredi, 11 mai 1881.

M. CHAMPAGNE.

SÉMINAIRE DE NICOLET



National Library
of Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU COMITÉ DES BILLS
PRIVÉS, A SA SÉANCE DU 3 JUIN 1881.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,

Présents : Québec, 3 juin 1881.

M. Würtele, président,

MM. Beaubien, Champagne, Deschênes, Duhamel, Fortin, Gagnon, Joly, Lafontaine (Shefford), Langelier (Montmorency), Magnan, Marchand, Marion, Mathieu, McShane, Mercier, Nelson, Préfontaine, Racicot, Rinfret, Sheyn, Taillon, Tarte et Watts.

M. le greffier dépose sur la table les réponses de l'Université Laval aux questions additionnels déposées hier entre les mains du greffier par les opposants au bill, ainsi que deux résolutions du conseil universitaire.

Lecture est faite au comité de ces réponses.

M. Taillon propose qu'il y ait une enquête sur les faits allégués. M. Champagne propose en amendement que le comité procède maintenant à la considération du préambule.

L'amendement étant mis aux voix, il est adopté sur la division suivante :

POUR :—MM. Champagne, Deschênes, Duhamel, Fortin, Gagnon, Joly, Langelier, Marchand, McShane, Mercier, Nelson, Préfontaine, Rinfret, Tarte et Watts.—16.

CONTRE :—MM. Beaubien, Lafontaine, Magnan, Marion, Mathieu et Taillon.

M. Champagne propose que le préambule soit déclaré prouvé.—Adopté.

M. Mathieu propose que les mots " pour l'avenir " soient ajoutés après le mot " doute " dans la quatrième ligne du préambule. Cet amendement étant mis aux voix est rejeté sur la division suivante :

POUR :—MM. Beaubien, Deschênes, Lafontaine, Magnan, Marion, Mathieu et Taillon.—7.

CONTRE :—MM. Champagne, Duhamel, Fortin, Gagnon, Joly, Langelier, Marchand, McShane, Mercier, Nelson, Préfontaine, Racicot, Rinfret, Sheyn, Tarte et Watts.—16.



La première section étant lue, il est proposé qu'elle soit adoptée.

M. Mathieu propose en amendement de substituer à la place de cette section, la section suivante : " L'Université Laval est autorisée à maintenir ses chaires d'enseignement dans les arts et les autres facultés dans la cité de Montréal." Cet amendement étant mis aux voix est rejeté sur la division suivante :

POUR :—MM. Beaubien, Lafontaine, Magnan, Marion et Mathieu.—5.

CONTRE :—MM. Champagne, Duhamel, Fortin, Gagnon, Joly, Langelier, Marchand, McShane, Mercier, Nelson, Préfontaine, Racicot, Rinfret, Sheyn, Tarte et Watts.—16.

La première section est alors adoptée.

M. Mathieu propose d'ajouter le proviso suivant à la première section : " Pourvu que cette multiplication ne puisse se faire sans le consentement de l'évêque diocésain et du Saint-Siège."

La motion étant mise aux voix est rejetée sur la division suivante :

POUR :—MM. Champagne, Deschênes, Lafontaine, Marion, Mathieu, Nelson et Tarte.—7

CONTRE :—MM. Beaubien, Duhamel, Fortin, Gagnon, Joly Langelier, Marchand, McShane, Mercier, Préfontaine, Racicot, Rinfret, Sheyn et Watts.—14.

M. Mathieu propose que la section suivante soit insérée après la première section : " 2. Cet acte n'affectera pas les causes pendantes."

M. Langelier propose en amendement d'ajouter à la fin de la motion les mots suivants : " Quant aux dommages et aux frais. "

La motion en amendement étant mis aux voix, est adoptée sur la division suivante :

POUR :—MM. Deschênes, Duhamel, Fortin, Gagnon, Langelier, Marchand, Mercier, Sheyn, Tarte et Watts.—10.

CONTRE :—MM. Beaubien, Champagne, Marion, Mathieu, McShane, Nelson, Préfontaine et Rinfret.—8.

La motion principale telle qu'amendée est alors mise aux voix et elle est adoptée sur la division suivante :

POUR :—MM. Deschênes, Duhamel, Fortin, Gagnon, Langelier, Marchand, Mercier, Sheyn, Tarte et Watts.—10.

CONTRE :—MM. Beaubien, Champagne, Marion, Mathieu, McShane Nelson, Préfontaine et Rinfret.—8.

osé qu'elle soit adopt

substituer à la place
val est autorisée à r
autres facultés dans
oix est rejeté sur la

nan, Marion et Math

ortin, Gagnon, Joly
réfontaine, Racicot,

ivant à la première
faire sans le consen

ur la division suivan

ontaine, Marion, M

n, Gagnon, Joly Lar
acicot, Rinfret, Sh

e soit insérée après
auses pendantes."

ater à la fin de la
x frais."

e voix, est adoptée

tin, Gagnon, Lan

urion, Mathieu, Mc

rs mise aux voix e

non, Langelier, Marc

ion, Mathieu, McS

osé qu'elle soit adoptée.

substituer à la place de cette
Laval est autorisée à maintenir
autres facultés dans la cité de
ix est rejeté sur la division

nan, Marion et Mathieu.—5.

ortin, Gagnon, Joly, Lange-
réfontaine, Racicot, Rinfret,

ivant à la première section :
faire sans le consentement

ur la division suivante :

fontaine, Marion, Mathieu,

n, Gagnon, Joly Langelier,
racicot, Rinfret, Sheyn et

soit insérée après la pre-
auses pendants."

ater à la fin de la motion
x frais."

voix, est adoptée sur la

tin, Gagnon, Langelier,

urion, Mathieu, McShane,

rs mise aux voix et elle

non, Langelier, Marchand,

ion, Mathieu, McShane

M. Mathieu propose que la section suivante soit ajoutée après la deuxième section : " Cet acte n'affectera en rien les dispositions de la charte royale concernant la dite université " Cette motion étant mise aux voix est rejetée sur la division suivante :

POUR : — M. Mathieu. — 1.

CONTRE : — MM. Beaubien, Champagne, Deschênes, Duhamel, Fortin, Gagnon, Lafontaine, Marchand, Marion, McShane, Racicot, Rinfret, Sheyn Tarte et Watts. — 15.

La deuxième clause est adoptée et devient la troisième du bill.

Ordonné, que le bill soit rapporté tel qu'amendé et que les requêtes pour et contre le bill, référées à ce comité, la résolution du comité catholique de l'Instruction publique, et les articulations de faits et les réponses des parties intéressées ainsi que le procès-verbal de cette séance concernant le bill accompagnent le rapport.

Ajourné à demain à 10 heures A. M.

Attesté,

E. LEMOINE,
Greffier des bills privés.

BILL DE L'UNIVERSITÉ LAVAL.

Faits que les opposants au BILL demandent la permission de prouver.

- 1o Que l'Université Laval n'a obtenu la signature des évêques à une requête en faveur du bill qu'à la condition que Laval n'établirait point de facultés dans leurs diocèses respectifs sans le consentement de l'évêque diocésain.
- 2o Que Laval a, en outre, promis à S. G. Mgr d'Ottawa de l'aider à faire sanctionner par Rome la charte qu'il a obtenue du parlement du Canada, en 1866, érigeant le collège d'Ottawa en université.
- 3o Que la faculté de Médecine de Laval à Montréal a diminué considérablement, de $\frac{1}{2}$ ou même des $\frac{2}{3}$, le prix de ses cours dans le but d'enlever des élèves, et des meilleurs, à l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal, et a même, dans ce but, fait remise complète du prix des cours, en certains cas.
- 4o Que les élèves en droit et en médecine fréquentant l'Université Laval à Québec ont été plus nombreux depuis l'ouverture des mêmes cours à Montréal.
- 5o Que l'Université Laval prélève un impôt sur Montréal au moyen du coût des diplômes. Quel est le montant par année, dans chaque faculté ?

6o Quelles ont été les conditions d'affiliation avec la faculté de Théologie du Séminaire de Saint-Sulpice ?

7o Quelles ont été les raisons du refus de Saint-Sulpice et des Jésuites d'affilier leurs collèges à Laval ?

8o Que Mgr de Montréal a déclaré à quatre citoyens que lui-même partageait leurs sentiments (savoir : le désir qu'ils exprimaient d'avoir une université indépendante à Montréal), mais qu'il avait signé la requête à la législature et soutenait Laval par obéissance au Saint-Siège ; et que s'il ne se croyait pas lié par cette obéissance, il serait heureux d'agir en union avec la très-grande majorité de son clergé et de ses diocésains, qu'il savait opposée à Laval.

9o Que ni le Saint-Siège ni même aucune autorité romaine n'ont recommandé ni même autorisé la demande du présent *bill* faite actuellement à la législature de Québec par l'université Laval.

10o Qu'une instance est actuellement pendante à Rome entre l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal d'un côté, et l'Université Laval de l'autre, pour faire retirer la succursale de Laval à Montréal comme étant contraire à la charte royale et partant contraire au décret de la Propagande du 1er fev. 1876, permettant l'établissement de la succursale ; que la plainte ou requête de l'Ecole, régulièrement introduite devant la S. C. de la Propagande, a été communiquée par cette dernière aux évêques de la province ecclésiastique de Québec et nommément à Sa Grandeur Mgr l'Archevêque de Québec, grand chancelier de l'Université Laval, avec instruction à lui ou à l'université d'y répondre et de plaider à la dite plainte ; que l'université a reçu cette communication, y a répondu et que la cause s'instruit.

11o Que le Saint-Siège, loin d'autoriser la demande actuelle à la législature de Québec, a exprimé le désir qu'il ne soit rien fait jusqu'à ce que les doutes soulevés au sujet de la légalité de l'établissement de la succursale à Montréal, en vertu de la charte royale, soient levés par jugement des tribunaux civils qui en sont saisis.

12o Que le décret de 1876 concernant l'établissement de la dite succursale n'a pas été exécuté par les évêques en union avec Laval, ainsi qu'il était ordonné par le dit décret, mais qu'au contraire la majorité des évêques n'a pas été appelée à participer à l'exécution du dit décret et a même été exclue de toute participation dans le dit établissement.

13o Que de fait, lorsque le Saint Siège érige une université pour une province toute entière, il fait les évêques de chaque diocèse directeurs de droit dans cette institution, afin qu'ils aient un contrôle direct et immédiat sur la personne des professeurs et des élèves ainsi que sur le mode d'enseignement de la jeunesse, ce qui n'a pas été fait au sujet de Laval par NN. SS. les évêques de la province de Québec.

14o Que de fi
les évêq
diocésain
tant pou
toujours

15o Que Lav
être prov
comme s

16o Que c'es
est allé
le point
à Mont

17o Que l'é
procès
sur sa l

18o Que la
avril
questio
et lui
aux jo

19o Qu'il
de la
d'app

20o Qu'il
mes
le c
fût
reque

21o Que
Chir
justi
arbi

22o Que
ou
de l
cet

23o Qu
de

24o Qu

25o Qu
ir

la faculté de Théologie

ice et des Jésuites d'a

ns que lui-même par
xprimaient d'avoir u
avait signé la requê
ce au Saint-Siège;
il serait heureux d'ag
gé et de ses diocésain

ine n'ont recommand
ite actuellement à l

ome entre l'Ecole de
et l'Université Laval
à Montréal comme
aire au décret de la
ement de la succur
ièrement introduite
ée par cette dernière
ec et nommé à
and chancelier de
ersité d'y répondre
a reçu cette com-

elle à la législature
jusqu'à ce que les
ent de la succur
evés par jugement

la dite succursale
Laval, ainsi qu'il
la majorité des
du dit décret et
ablissement.

é pour une pro-
ocèse directeurs
ontrôle direct et
ainsi que sur le
fait au sujet de
ec.

la faculté de Théologie du

ice et des Jésuites d'affi-

ns que lui-même parta-
xprimaient d'avoir une
avait signé la requête
ce au Saint-Siège; et
il serait heureux d'agir
gé et de ses diocésains,

ine n'ont recommandé
ite actuellement à la

ome entre l'Ecole de
et l'Université Laval
à Montréal comme
aire au décret de la
ement de la succur-
ièrement introduite
ée par cette dernière
ec et nommément à
nd chancelier de
ersité d'y répondre
a reçu cette com-

elle à la législature
jusqu'à ce que les
ent de la succur-
evés par jugement

a dite succursale
Laval, ainsi qu'il
la majorité des
du dit décret et
ablisement.

é pour une pro-
ocèse directeurs
ontrôle direct et
ainsi que sur le
fait au sujet de
ec.

- 14o Que de fait, au point de vue de la direction et du contrôle, NN. SS. les évêques ont toujours traité avec Laval comme étant une université diocésaine, que Laval les a exclus de sa direction, et que, en n'admettant pour son visiteur que Mgr l'Archevêque de Québec seul, elle a toujours de fait son caractère diocésain.
- 15o Que Laval a toujours refusé de remplir les conditions nécessaires pour être provinciale, notamment en refusant d'admettre tous les évêques comme ses directeurs ou ses visiteurs.
- 16o Que c'est sur suggestion à lui faite à Rome, que le Dr d'Orsonnens est allé en Angleterre demander l'interprétation de la charte royale sur le point de savoir si elle autorisait l'établissement de la dite succursale à Montréal.
- 17o Que l'école a retardé durant plus d'une année l'institution d'un procès contre Laval parce qu'elle voulait attendre la décision de Rome sur sa plainte, laquelle décision devait empêcher le procès.
- 18o Que la lettre adressée par Mgr de Montréal aux journaux (datée le 29 avril 1881) pour les empêcher de discuter le mérite du bill et de la question universitaire a été écrite à Québec, à la suggestion de Laval, et lui a été envoyée avec une injonction de la signer et de l'adresser aux journaux.
- 19o Qu'il n'existe aucun ordre du Saint-Siège, ni de la Sacrée Congrégation de la Propagande, ni même de Son Eminence le cardinal Simeoni, d'appuyer le bill en question, ni de faire changer ni amender la loi.
- 20o Qu'il y a eu depuis la présentation du dit bill de nombreux télégrammes adressés à Rome, suppliant avec instance le Saint-Siège et S. E. le cardinal Simeoni d'exprimer le désir ou la volonté que le dit bill fût adopté, et que malgré ces instances aucune réponse n'a été reçue de Rome.
- 21o Que la démission des professeurs de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal par Laval et son recteur, en juin 1879, n'a été justifiée par aucune raison plausible et a eu lieu d'une manière arbitraire et injuste.
- 22o Que dans l'appréciation de la majorité de l'épiscopat de cette province, ou du moins de plusieurs de NN. SS. les évêques, l'établissement de la dite succursale de Laval à Montréal, vu surtout la manière dont cet établissement a été effectué, est une grande injustice contre Montréal.
- 23o Que de nombreuses demandes d'affiliation des Ecoles de Médecine et de Droit ont été refusées par Laval sans cause valable.
- 24o Que Laval a exigé une cession injuste des biens de l'Ecole.
- 25o Que Laval, par son recteur, a travaillé fortement à annihiler l'Ecole injustement.

26o Ceux qui ont signé pour Laval ont été induits à le faire par de fausses représentations.

27o Que les cours donnés par l'école canadienne de médecine de Montréal ne sont pas inférieurs à ceux de Laval, ni quant au nombre des leçons, ni quant à celui des examens.

Les opposants demandent en outre tous ordres nécessaires pour la production de tout document et de toute correspondance relatifs aux faits ci-dessus, aussi, l'assignation de tout témoin nécessaire pour en faire la preuve.

Montréal, 1 juin 1881.

TRUDEL et PAGNUELO,
Proc. des Op.

Attesté,

E. LEMOINE

Greffier du Comité des Bills Privés.

*Réponses aux faits articulés par les opposants au bill concernant
l'Université Laval.*

1o. Lorsque l'Université Laval a soumis aux évêques son projet de bill, les évêques ont demandé si c'était l'intention de l'université d'établir ailleurs qu'à Montréal des chaires d'enseignement sans le consentement de l'évêque diocésain. Le séminaire de Québec, dans une déclaration approuvée depuis par le conseil universitaire, a répondu que ce n'était pas son intention, et il s'est engagé à ne pas faire donner l'enseignement universitaire dans les autres diocèses sans le consentement de l'évêque diocésain et celui du Saint-Siège. Le séminaire et l'université ont cru qu'il fallait ce double consentement pour mettre les autres diocèses sur le même pied que le diocèse de Montréal.

2o Nous nions le fait articulé. Mais l'Université Laval ne s'opposera pas à l'établissement d'une université à Ottawa, qui est en dehors des limites de la province de Québec, pourvu que cette université ne s'affilie pas des collèges ou écoles dans la province de Québec; autrement l'Université Laval s'opposerait à cet acte à Rome. Au reste, le jugement de Rome ou même son simple désir sera final pour l'Université Laval.

3o Nous nions le fait articulé. Les professeurs de Montréal ont demandé s'ils pouvaient donner des bourses à quelques élèves pauvres ou recommandés, comme cela se pratique à Québec. Il leur a été répondu que oui. De fait, sur les anciens élèves de l'école venus à Laval, cinq ont obtenu ces secours sur la recommandation de professeurs ou de bienfaiteurs.

4o Voici le relevé des annuaires de l'Université Laval pour Québec :

Année 1876-1877 :
Droit, 37 ; M

Année 1877-1878 :
Droit, 47 ; M

Année 1878-1879, 1
Droit, 70 ; 1

Année 1879-1880,
Droit, 72 ;

Année 1880-1881
Droit, 77 ;

5o Relevé des

Année 1878-79 :

6 diplôm
1 diplôm

Année 1879-80

3 diplô
2 diplô
2 diplô

2 diplô
3 diplô

3 dip
3 dip
1 dip

6o Le G
sémina
Sainte
Théol
partie
et règ

à le faire par de fau

médecine de Montréal
u nombre des leçons

es nécessaires pour
espondance relatifs
oin nécessaire pour

EL et PAGNUELO,
Proc. des Op

Bills Privés.

bill concernant

évêques son proj
ntion de l'universi
nseignement sans
de Québec, dans un
ersitaire, a répond
à ne pas faire donne
ses sans le consent
re Le séminaire d
ment pour mettre le
Montréal.

Il ne s'opposera pas
est en dehors de
université ne s'affili
Québec : autrement
u reste, le jugemen
l'Université Laval

de Montréal on
ues élèves pauvres
bec. Il leur a été
de l'école venus à
ation de professeurs

pour Québec :

à le faire par de fausses

médecine de Montréal ne
un nombre des leçons, ni

es nécessaires pour la
espondance relatifs aux
oin nécessaire pour en

et PAGNUELO,
Proc. des Op.

Bills Privés.

bill concernant

évêques son projet
ntion de l'université
nseignement sans le
de Québec, dans une
ersitaire, a répondu
à ne pas faire donner
es sans le consente-
re Le séminaire et
ment pour mettre les
Montréal.

Il ne s'opposera pas à
est en dehors des
université ne s'affilie
Québec : autrement
u reste, le jugement
l'Université Laval.

de Montréal ont
ues élèves pauvres
bec. Il leur a été
de l'école venus à
ation de professeurs

pour Québec :

Année 1876-1877 :

Droit, 37 ; Médecine, 70.

Année 1877-1878 :

Droit, 47 ; Médecine, 65.

Année 1878-1879, première de Droit à Montréal :

Droit, 70 ; Médecine, 56.

Année 1879-1880, deuxième de Droit à Montréal, 1re de Méd. à Mont.

Droit, 72 ; Médecine, 56.

Année 1880-1881 :

Droit, 77 ; Médecine, 68.

50 Relevé des annuaires de l'Université Laval pour Montréal :

Année 1878-79 :

DROIT

6 diplômes de licencié à \$8.....	\$48 00
1 diplôme de bachelier.....	5 00
	\$ 53 00

Année 1879-80 :

MÉDECINE.

3 diplômes de bachelier à \$5.....	\$15 00
2 diplômes de licencié à \$8.....	16 00
2 diplômes de docteur à \$20.....	40 00
	\$ 71 00

DROIT.

2 diplômes de bachelier.....	\$10 00
3 diplômes de licencié.....	24 00
	\$ 34 00

THÉOLOGIE.

3 diplômes de bachelier.....	\$15 00
3 diplômes de licencié.....	24 00
1 diplôme de docteur.....	20 00
	\$ 59 00

Total..... \$164 00

60 Le Grand Séminaire de Montréal est affilié comme les autres *grands séminaires* affiliés de la province (Québec, Rimouski, Sainte-Anne et Sainte-Thérèse). Quant à la section montréalaise de la faculté de Théologie, elle n'est pas une *faculté indépendante* affiliée, mais elle fait partie de la succursale comme les autres sections. (Voir "Constitutions et règlements de l'Université Laval," 4me édition, pages 48, 51 et 76).



- 7o Les conditions d'affiliation des collèges sont publiées dans les "Constitution et règlements", pages 96-102. L'université Laval n'a jamais refusé d'affilier ces deux collèges et elle serait heureuse de les affilier aussitôt qu'ils en témoigneront le désir.
- 8o Nous ignorons ce fait ; mais pour les fins de cette cause, nous consentons à ce qu'il soit considéré comme admis.
- 9o Rome a été informé du fait ; mais l'université ne l'a pas consultée sur l'opportunité, croyant que le décret de 1876 et les lettres du cardinal Simeoni (pages 5, 6 et 7 des "Questions sur la succursale de l'Université Laval") sont une autorisation suffisante.
- 10o Nous admettons qu'un mémoire a été présenté par l'École de médecine, il y a plus d'une année, aux cardinaux de la Propagande.
- Sans pouvoir dire si ce mémoire a été envoyé aux autres évêques par le cardinal préfet, nous savons qu'il a été envoyé par Son Éminence à Mgr l'archevêque avec une lettre dans laquelle il lui disait :
- " On fait des instances auprès de la Propagande pour obtenir que cette affaire soit traitée. J'en informe Votre Grandeur pour sa gouverne, afin que si Votre Grandeur ou le recteur de l'Université Laval a intention d'envoyer une réponse, on lui laisse tout le temps requis par la gravité de l'affaire."
- Le recteur, sur la demande de l'Archevêque, a répondu qu'il n'avait rien à ajouter à ce que Rome connaissait déjà. C'est en réponse à cette lettre du recteur qu'a été écrite la lettre du cardinal Simeoni, reproduite, à la page 5 des "Questions" du 14 juin 1880.
- Depuis que le mémoire a été envoyé à l'Archevêque, ni l'Archevêque ni l'université n'ont rien reçu de Rome se rapportant au procès, à l'exception des trois lettres citées au même endroit.
- D'après la connaissance qu'a l'université des procédures de la Propagande, elle est autorisée à croire qu'il n'y a pas de procès à Rome pour faire retirer cette succursale.
- 11o Il n'a été rien communiqué à l'université de la part de Rome qui puisse l'autoriser à croire que Rome ait un tel désir, et l'université ne le croit pas.
- 12o Nous ne croyons pas que cette question puisse être soulevée par d'autres que par les évêques, seuls intéressés. Cela n'a rien à faire avec la présente législation. Au reste, tout a été fait en union avec les évêques et sous la direction du délégué du Saint-Siège.
- 13o De fait le Saint-Siège en érigeant canoniquement l'Université Laval pour tous les diocèses de la province de Québec, a pourvu aux droits qu'il

voulait donner
les élèves de ce
décret du 1er

- 14o Par le fait que
l'Université L
prouve aussi l
de toute la
"des Constitu
Il est à remar
unique; c'est
Québec est ch
- 15o Réponse con
- 16o Nous ignoroi
à ce qu'il soi
- 17o Nous ne con
- 18o Nous nions l
peut affecter
- 19o Nous admet
bill ou la cl
décret de 1
"Questions
- 20o Aucun télé;
connaissanc
Siméoni d'
- 21o Matière d'
- 22o Voir, 1. la
IX, p. 30 d
- Voir, 2. la
p. 32. de
- Voir, 3. la
ture, p. 34
- Voir, 4. la r
sa dernier
- 23o Nous n'
celles de
lentes rai
devant le

t publiées dans les
université Laval n'a j
ait heureuse de les a

ette cause, nous conseil

né ne l'a pas consi
1876 et les lettres
ous sur la succursale
ante.

par l'Ecole de médecine
opagande.

x autres évêques pa
é par Son Eminence
il lui disait :

pour obtenir que ce
leur pour sa gouver
l'Université Laval
e tout le temps requ

du qu'il n'avait rien
réponse à cette lett
neoni, reproduite, à

e, ni l'Archevêque
au procès, à l'except

édures de la Propa
procès à Rome pou

part de Rome qu
et l'université ne

être soulevée par
a rien à faire avec
en union avec les
ge.

'Université Laval
n aux droits qu'il

voulait donner aux évêques de la dite province sur les professeurs et les élèves de cette université. (Voir la bulle, p. 17 des "Questions," et décret du 1er février 1876, p. 22 des mêmes "Questions.")

- 140 Par le fait que les évêques de la province de Québec ont traité avec l'Université Laval, ils ont reconnu qu'elle était provinciale comme le prouve aussi l'établissement du conseil supérieur composé des évêques de toute la province. (Voir règlement du conseil supérieur, p. 34 "des Constitutions et Règlements," et particulièrement art. 9 et suiv.) Il est à remarquer que le *visiteur* d'une université est essentiellement unique; c'est le *chancelier* des universités anglaises. L'archevêque de Québec est *chancelier apostolique* par la bulle et *visiteur* par la charte.
- 150 Réponse contenue dans les deux précédentes.
- 160 Nous ignorons ce fait; mais pour les fins de cette cause, nous consentons à ce qu'il soit considéré comme admis.
- 170 Nous ne connaissons pas les intentions de l'école.
- 180 Nous nions le fait articulé. Nous nous demandons en quoi cet allégué peut affecter la présente législation.
- 190 Nous admettons qu'il n'est pas venu d'ordre de Rome concernant le bill ou la charte. Quant au *désir*, il est suffisamment connu par le décret de 1876 et les lettres du cardinal Simeoni (p. 21, 5, 6 et 7 des "Questions").
- 200 Aucun télégramme n'a été adressé à Rome par l'université, ou à sa connaissance, suppliant le Saint-Siège ou Son Éminence le cardinal Siméoni d'exprimer le désir ou la volonté que le dit bill fût adopté.
- 210 Matière d'appréciation et qui ne regarde pas la législation actuelle.
- 220 Voir, 1. la lettre collective de NN. SS. les évêques à Sa Sainteté Pie IX, p. 30 des "Questions."
- Voir, 2. la requête de NN. SS. les évêques à Sa Majesté la Reine, p. 32. des "Questions."
- Voir, 3. la requête de tous les évêques titulaires, moins un, à la législation, p. 34 des "Questions."
- Voir, 4. la résolution adoptée par le conseil de l'Instruction publique à sa dernière réunion.
- 230 Nous n'avons jamais été à même de refuser d'autres affiliations que celles de l'Ecole de Médecine, et nous les avons refusées pour d'excellentes raisons, approuvées par le Saint-Siège, et qui ont été exposées devant le comité. (Voir "Questions," p. 23, haut de la page).



- 24o Nous nions le fait. Ce que Laval a exigé a été simplement un mode d'administration des propriétés qui concerneraient la succursale (voir les conditions agréées par le conseil universitaire et l'école de médecine, p. 16 de la brochure de l'école). Quant à la cession des biens de l'école, elle a été le fait d'une entente spéciale conclue en dehors de la connaissance de l'Université Laval et sans son concours, entre l'école seule et Mgr de Montréal. Voir page 17, même brochure.
- 25o Nous nions le fait articulé, lequel, du reste, n'a rien à voir avec la législation actuelle.
- 26o Nous ignorons ce fait ; mais personne n'a retiré sa signature.
- 27o Nous ignorons ces faits ; mais nous consentons à ce qu'ils soient considérés comme admis.

Questions posées par M. Mathieu.

- 1o Jusqu'à ce jour l'Université Laval s'est-elle toujours opposée à l'établissement d'une université catholique indépendante à Montréal ?
- 2o L'Université Laval entend-elle s'opposer dans l'avenir à l'établissement d'une université catholique indépendante à Montréal ?

Attesté,

E. LEMOINE,

Greffier du Comité des Bills Privés.

Réponses aux questions posées par M. Mathieu.

- 1o Oui, en faisant valoir ses raisons à Rome, au tribunal compétent.
- 2o L'Université Laval entend faire valoir ses droits à Rome comme par le passé ; mais du moment que Rome aura autorisé l'établissement d'une université catholique indépendante à Montréal, Laval n'y mettra aucun obstacle et n'y fera aucune objection.

Questions suggérées par M. Taillon, comme membre de comité des bills privés.

- 1o Que contient la charte additionnelle dont les évêques de la province de Québec ont demandé l'octroi en Angleterre et dont il est parlé à la page 8 du pamphlet intitulé : " Questions sur la succursale de l'Université Laval à Montréal " (deuxième édition) avec appendice publié par ordre de l'Université Laval ?

2o Quelle diff
l'Universi
cette uni
une affili

3o La succurs

Si elle n'en

4o Quelles so
pour l'ét

Quelles soi

5o N'est-il p
les jour
soumis
ne voul

6o N'est-il p
qu'après
à cette

Attesté,
E. LEM

1o Le proj
profet
limité
à tou

2o Une ui
rente
au p
de l'
soun
d'en
les c
(Voi

3o Elle
gier

4o Depu
les

été simplement un
raient la succursale
itaire et l'école de
à la cession des b
le conclue en dehors
on concours, entre
me brochure.

à rien à voir avec la

ré sa signature.

tons à ce qu'ils

ieu.

oujours opposée à
adante à Montréal ?

avenir à l'établisse
ntreal ?

Mathieu.

nal compétent.

Rome comme par
utorisé l'établisse
Montréal, Laval
or.

comité des bills pro

ues de la province
ont il est parlé à
succursale de l'Univ
appendice publié

20 Quelle différence y a-t-il, au point de vue des intérêts financiers de l'Université Laval, entre l'établissement à Montréal d'une succursale de cette université, et l'établissement d'une université indépendante ou une affiliation ?

30 La succursale de l'Université Laval à Montréal a-t-elle un pensionnat ?

Si elle n'en pas encore quand en aura-t-elle un ?

40 Quelles sont les dépenses faites par l'Université Laval jusqu'à présent, pour l'établissement de sa succursale à Montréal ?

Quelles sont les dépenses probables à faire d'ici à deux ou trois ans ?

50 N'est-il pas vrai que si l'avis publié dans la *Gazette officielle* et dans les journaux ne découvre pas l'objet du projet de loi maintenant soumis au comité des bills privés, c'est parce que ceux qui l'ont rédigé ne voulaient pas que le public en fût informé ?

60 N'est-il pas vrai que le public n'a connu la nature de ce projet de loi qu'après l'ouverture de cette session et que ceux qui portaient intérêt à cette matière ont été pris par surprise ?

Attesté,

E. LEMOINE,

Greffier du Comité des Bills Privés.

Réponses aux questions de M. Taillon M. P. P.

10 Le projet de charte additionnelle dont il est question demandait que les professeurs de l'université puissent enseigner sans contestation dans les limites de l'ancienne province du Canada, droit que l'Université Laval a toujours cru compris dans la charte de 1852.

20 Une université indépendante ou une affiliation avec des conditions différentes entre les deux établissements serait beaucoup plus désavantageuse au point de vue financier pour le séminaire de Québec, chargé des frais de l'université à Québec, que ne le sont deux centres d'enseignement soumis absolument aux mêmes règlements et aux mêmes conditions d'enseignement, ne laissant, pour déterminer le choix des élèves, que les circonstances purement locales, raisons admises par le Saint-Siège. (Voir décret de 1876, p. 21, des "Questions.")

30 Elle n'en a pas encore. Pour l'avenir, c'est l'affaire des autorités religieuses à Montréal.

40 Depuis le commencement de la succursale, le séminaire de Québec paie les dépenses du vice-recteur de Montréal, sans y être cependant obligé.

Les dépenses futures seront celles que le séminaire jugera à propos de faire, vu qu'il n'est obligé d'en faire aucune.

5o Nous nions le fait articulé.

6o Nous le nions.

Québec, 2 juin, 1881.

(Signé)

"THOS. E. HAMEL," Ptre.

LACOSTE et CASGRAIN,

Avocats pour l'Université Laval.

(Vraie copie.)

LACOSTE et CASGRAIN,

pour l'Université Laval.

Attesté,

E. LEMOINE,

Greffier du comité des Bills Privés.

Monsieur

En
transmet
lique du
voté sur
dans la

Extrait du registre des délibérations du conseil de l'Université Laval.

Monsieur le recteur propose et il est unanimement résolu :

Que le conseil universitaire en demandant à la législature provinciale un acte pour permettre à l'Université Laval de multiplier ses chaires d'enseignement dans les limites de la province de Québec, s'engage formellement à ne jamais donner l'enseignement universitaire dans aucun diocèse de la province,—sans le consentement de l'évêque diocésain et celui du Saint-Siège.

(Signé)

P. ROUSSEL, Ptre.,

Sec., U. L.

Québec, 2 juin 1881.

Attesté,

E. LEMOINE,

Greffier du Comité des Bills Privés.

Attesté,
E.]

EXTRAIT
tenu

CONSEIL DU SÉMINAIRE DE QUÉBEC.

Séance du 24 février 1881.

Résolu que les directeurs du séminaire de Québec s'engagent formellement, pour eux et leurs successeurs, à ne jamais faire donner l'enseignement universitaire dans aucun diocèse de la province sans le consentement des évêques diocésains et celui du Saint-Siège.

Conforme aux délibérations du conseil du séminaire.

BENJ. L'AQUET, Ptre.

Gardien des Archives.

Attesté,

E. LEMOINE,

Greffier du comité des Bills Privés.

Sir

Que
son de
Laval qu
qu'il lev

naire jugera à prop

HAMEL," Ptre.
CASGRAIN,
pour l'Université L

CASGRAIN,
pour l'Université L

l'Université Laval

ment résolu :
slature provinciale
r ses chaires d'en
ngage formellement
aucun diocèse de
celui du Saint Siè

OUSSEL, Ptre.,
Sec., U. L.

14 février 1881.

engagent formelle
ier l'enseignemen
consentement de

PTRE.
dien des Archives.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE,

Québec, 19 mai 1881.

E. LEMOINE, ECR,
Greffier des Bills Privés, Québec.

Monsieur,

En réponse à votre lettre du 19 mai courant, j'ai l'honneur de vous transmettre un extrait des procédés de la dernière séance du comité catholique du conseil de l'Instruction publique, avec les noms de ceux qui ont voté sur la question de l'établissement de succursales de l'Université Laval dans la Province.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur,
Votre dévoué serviteur,
GÉDÉON OUMET,
Surintendant.

Attesté,

E. LEMOINE.
Greffier du comité des Bills Privés.

EXTRAIT de la séance du comité catholique du conseil de l'Instruction publique
tenue au département de l'Instruction publique le 18 mai 1881.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Le Surintendant, président,
L'Archevêque de Québec,
L'Evêque des Trois-Rivières,
" de Rimouski,
" Montréal,
" Sherbrooke,
" Ottawa,
" Saint-Hyacinthe,
" Chicoutimi,
Sir N. F. Belleau,
L'honorable P. J. O. Chauveau,
" L. A. Jetté,
P. S. Murphy, écuyer,
Dr H. Larue.

Sir N. F. Belleau propose, secondé par P. S. Murphy, écuyer :

Que le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique croit de son devoir d'appuyer la requête du recteur et des membres de l'Université Laval qui, pour se conformer au désir exprimé par le Saint-Siège, demandent qu'il leur soit permis de multiplier leurs chaires d'enseignement dans les

laire jugera à propos de

HAMEL, Ptre.
CASGRAIN,
pour l'Université Laval.

CASGRAIN,
pour l'Université Laval.

l'Université Laval.

ment résolu :

slature provinciale un
r ses chaires d'ensei-
gagement formellement à
aucun diocèse de la
celui du Saint Siège.

OUSSEL, Ptre.,
Sec., U. L.

4 février 1881.

engagent formelle-
ment l'enseignement
consentement des

PTRE.
dien des Archives.

limites de la province de Québec, et de passer une loi à cet effet, et que copies de cette résolution soit transmise par M. le Surintendant aux trois branches de la législature provinciale de Québec.

Cette proposition étant mise aux voix, ont voté

POUR :—Monseigneur l'Archevêque de Québec, NN. SS. les Evêques de Rimouski, de Montréal, de Sherbrooke, d'Ottawa, de Saint-Hyacinthe, de Chicoutimi, Sir N. F. Belleau, l'honorable P. J. O. Chauveau, l'honorable L. A. Jetté, P. S. Murphy, Dr H. Larue et le Surintendant.—13.

CONTRE : Monseigneur l'Evêque des Trois-Rivières.

La proposition est adoptée.

Pour copie conforme.

LOUIS GIARD,
Secrétaire Archiviste.

Attesté,

E. LEMOINE,
Greffier du comité des Bills Privés.

46, RUE DU PARLEMENT.

Westminster, S. W., 2 mai 1881.

Mon cher monsieur,

Je viens de recevoir une communication du bureau colonial, qui m'informe que le secrétaire d'Etat, avant de donner son opinion à Sa Majesté sur ce sujet, désire attendre le résultat des procédures légales qui, d'après les renseignements qui lui ont été donnés, ont été instituées dans les cours de justice de la province de Québec sur la question en litige entre l'Ecole de Médecine et l'Université-Laval.

Dans ces circonstances, lord Kimberley est d'opinion qu'au point où la question en est rendue, il ne pourrait résulter aucun avantage en accordant une demande faite pour une copie de la nouvelle charte.

Il serait à propos que je fusse tenu au courant du cours que prennent les événements dans la colonie, parcequ'il serait peut-être désirable que je visse Sir Farrer Herchele à ce sujet, et il faut que j'en sois informé.

Si je puis en aucun temps vous rendre service, je me mets à votre disposition.

Votre tout dévoué,
S. BIRCHAM.

DR D'ODET D'ORSONNENS,
Ecole de Médecine,
Montréal.

A Son I

La
humble

Q
directe
d'une

Q
sous le
bre d'
donné
des A

(
ment
de to

tous

exp
bier
cha

pro
N.
L.
B

A

L

.

er une loi à cet ef
M. le Surintendant
c.

roté

Québec, NN. SS. les
tawa, de Saint-H
F. O. Chauveau, l'
intendant.—13.

Rivières.

LOUIS GIARD,
Secrétaire A

er, S. W., 2 mai 18

du bureau coloni
onner son opinio
s procédures lég
ont été instituées
uestion en litige

pinion qu'au poin
n avantage en acc
harte.

du cours que pr
at-être désirable
en sois informé.

e, je me mets à

dévoué,
S. BIRCHAM.

er une loi à cet effet, et que
M. le Surintendant aux trois

roté

Québec, NN. SS. les Evêques
Ottawa, de Saint-Hyacinthe,
J. O. Chauveau, l'honorable
intendant.—13.

Rivières.

LOUIS GIARD,
Secrétaire Archiviste.

er, S. W., 2 mai 1881.

du bureau colonial, qui
onner son opinion à Sa
s procédures légales qui,
ont été instituées dans les
question en litige entre

pinion qu'au point où la
n avantage en accordant
arte.

du cours que prennent
at-être désirable que je
en sois informé.

e, je me mets à votre

dévoué,
S. BIRCHAM.

A Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

La requête du recteur et des membres de l'Université-Laval expose humblement :

Que, en l'année 1852, Sa Majesté la Reine accorda gracieusement aux directeurs du séminaire de Québec des lettres patentes pour l'érection d'une université avec les droits et privilèges les plus amples ;

Que, en vertu de ces lettres patentes, le séminaire fonda une université sous le nom et titre d' " Université Laval " et que, depuis, un grand nombre d'élèves n'ont cessé de venir puiser l'enseignement dans les cours donnés par les diverses facultés de Théologie, de Droit, de Médecine et des Arts ;

Que la charte royale de l'Université Laval a été accordée principalement pour donner l'enseignement professionnel aux étudiants catholiques de toute la province de Québec ;

Que l'expérience a prouvé qu'il est bien difficile de réunir à Québec tous les étudiants catholiques de la province ;

Pour ces considérations vos requérants, conformément au désir exprimé par le Saint-Siège, prient humblement Votre Honneur de vouloir bien sanctionner une loi qui les autorise, si besoin il y a, à multiplier leurs chaires d'enseignement dans les limites de la Province de Québec.

Et vos requérants ne cesseront de prier.

Québec, le 9 avril 1881.

MM. E. Méthot, prêtre, recteur de l'Université Laval ; Thos E. Hamel, prêtre ; Benj. Pâquet, prêtre ; Jas. A. Sewell, M. D. Doyen Faculté de Méd. ; N. Casault, A. Jackson, M. D. ; U. J. Tessier, P. Roussel, prêtre, Sec. U. L. ; L. Beaudet, prêtre, V. R. U. L. M. ; Louis H. Pâquet, prêtre ; L. N. Bégin, prêtre ; F. Langelier, C. E. Lemieux, M. D.

Attesté

E. LEMOINE,

Greffier du comité des Bills Privés.

Aux honorables membres de l'Assemblée Législative de la Province de Québec.

La requête des Archevêque et Evêques de la Province de Québec expose humblement :

Qu'en l'année 1852 Sa Majesté la Reine accorda gracieusement aux directeurs du séminaire de Québec des lettres patentes pour l'érection d'une université avec les droits et les privilèges les plus amples :

Que, en vertu de ces lettres patentes, le séminaire de Québec fonda une université sous le nom et titre d' "Université Laval," et que, depuis, un grand nombre d'élèves n'ont cessé de venir puiser l'enseignement dans les cours donnés par les diverses facultés de Théologie, de Droit, de Médecine et des Arts ;

Que la charte royale de l'Université Laval a été accordée principalement pour donner l'enseignement professionnel aux étudiants catholiques de toute la province de Québec ;

Que l'expérience a prouvé qu'il est bien difficile de réunir à Québec tous les étudiants catholiques de la province ;

Que pour ces considérations les Archevêque et Evêques de la province de Québec, voulant se conformer au désir exprimé du Saint-Siège, prient humblement votre honorable assemblée de vouloir bien passer une loi qui autorise le recteur et les membres de l'Université Laval à multiplier ses chaires d'enseignement dans les limites de la province de Québec.

Et vos requérants ne cesseront de prier.

Québec, le 9 avril 1881.

† E. A. ARCH. de Québec,
 † JEAN, Ev. de Saint-Germain-le-Rimouski,
 † EDOUARD CHS, Ev. de Montréal,
 † ANTOINE, Ev. de Sherbrooke,
 † J. THOMAS, Ev. d'Ottawa,
 † L. Z., Ev. Saint Hyacinthe.

En vertu de la procuration ci jointe, du 15 avril 1881, je déclare que Monseigneur Dominique Racine, évêque de Chicoutimi, concourt dans la pétition ci-dessus.

† E. A., Arch. de Québec.

Attesté,

E. LEMOINE,

Greffier du Comité des Bills Privés.

J'autorise par la présente Monseigneur l'Archevêque de Québec à apposer mon nom à une pétition aux trois branches de la législature de Québec, demandant la passation d'un acte autorisant le recteur et les membres de l'Université Laval à multiplier ses chaires d'enseignement dans les limites de la province de Québec.

† DOM., Ev. de Chicoutimi.

Chicoutimi, 15 avril 1881.